

Compte-rendu de la réunion locale

Le grand débat national

organisation : association BAZ d'IDÉES

BAZIÈGE (31450), le 21 février 2019

INTRODUCTION, AMBIANCE ET DÉROULEMENT DE LA RÉUNION

Une trentaine de personnes sont venues participer au débat en plus des membres de l'association BAZ D'IDÉES, soit environ une quarantaine de personnes. La majorité des participants était de Baziège.

La soirée a débuté par l'introduction faite par le président de l'association BAZ D'IDÉES, Olivier Le Galloudec. Après une courte présentation de l'association, nous avons enchaîné sur l'organisation de la soirée. La charte a été lue en introduction de l'assemblée plénière afin que tous les participants soient informés des règles de bon fonctionnement.

Les participants se sont répartis en 4 ateliers correspondant aux 4 thématiques du grand débat, suivant leurs centres d'intérêt.

L'objectif des ateliers était de permettre aux participants de s'exprimer collectivement sur les thèmes proposés pour faire remonter leurs attentes et leurs revendications.

Une restitution des discussions de chaque atelier a été faite à l'ensemble des participants, par les différents membres de l'association qui animaient les ateliers. Cela pour permettre à chaque participant de retrouver ses idées et de valider les échanges qui se retrouvent dans le compte-rendu.

Ce document présente les constats et doléances des participants et fait l'inventaire le plus complet possible de leurs revendications, qu'elles soient ou non cohérentes entre elles. Constats et revendications sont présentés thème par thème et se veulent fidèles aux échanges de chaque atelier. C'est pourquoi certains se rapportent à d'autres thèmes que celui de l'atelier.

Outre une publication sur le site du **grand débat national** (granddebat.fr), il est proposé de rendre disponible ce document sur le site de l'association (www.baz_idees.fr).



Un des groupes de thématiques



LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES

a) Constats / doléances

- On paye beaucoup d'impôts et on se demande où va notre argent.
- Les impôts augmentent alors que la qualité des services publics diminue (écoles, hôpitaux, routes etc.).
- Pas d'effet positif des mesures accordées aux entreprises (CICE).
- Aucune conséquence suite aux rapports faits par la Cour des Comptes.
- Grosses dépenses pour des investissements qui tombent à l'eau (ex: Ecotaxe, privatisation des aéroports de Paris, ...).
- Trop d'évasion fiscale surtout vers les états Européens (Luxembourg etc.).
- Trop de privilèges aux grosses fortunes.
- A quel moment quelqu'un contrôle les dépenses publiques y compris les mairies?
- Malgré « 1789 » on a toujours des « pauvres » et des « riches » avec un grand fossé entre les deux.
- Trop de délocalisation pour une main d'œuvre moins chère.
- Est-ce que la rentabilité est nécessaire dans un service public ?

b) Propositions / avis

i) Sur la FISCALITÉ et le POUVOIR D'ACHAT

- New Deal de ROOSEVELT (nouvelle donne de ROOSEVELT), modèle à refaire chez nous (politique de grands travaux >> relance économique, transition écologique)
- Il faut des impôts sur le revenu plus progressifs, plus de tranches et que les 1% des plus riches paient plus.
- Il faut **plus de transparence** dans l'utilisation de l'argent public. Qui contrôle et en fonction de quels critères ? Contrôler où va l'argent public
- Tout le monde doit participer à l'effort ou pot commun.
- Il faut que la fiscalité soit progressive en fonction des revenus.
- Aider davantage les petites entreprises qui souffrent.
- Stopper les privilèges des anciens présidents et ministres.
- Responsabilité financière des élus
- Cour des Comptes : obligation des mesures après un constat.
- Vote du budget avec delta de croissance rétroactive.
- Réinstaurer l'ISF
- Stop aux Lobbies qui défendent leurs intérêts auprès des décideurs politiques.

ii) Sur les DÉPENSES PUBLIQUES

- Mieux contrôler les dépenses à tous les niveaux de l'échelle.
- Etablir les dépenses en fonction des Recettes et non l'inverse.
- Rééquilibrer les dépenses des Ministères.
- Avoir la possibilité de participer aux choix des investissements au niveau municipal.
- Contrôler la décentralisation

Plus de transparence et plus d'égalité dans la fiscalité et les dépenses publiques ont été les maîtres mots de ces ateliers.

Les gens n'en peuvent plus de voir autant d'inégalité envers les plus pauvres et de privilèges envers les plus riches.

Une demande de plus de concertation sur les dépenses publiques à tous niveaux (national, communal,...)



LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

a) Constats / doléances

- Dans les campagnes, l'air est pollué avec les pesticides.
- Les jeunes sont plus sensibilisés à la transition écologique que les adultes : par exemple la grève pour le climat.
- Pour les adultes, la priorité n'est pas toujours l'écologie : par exemple le choix de l'habitation principale qui parfois est dicté par le coût de construction.

b) Propositions / avis

i) Production-consommation :

- Une proposition : la création d'un Comité de sages qui évaluerait l'impact environnemental avant la mise sur le marché d'un produit. Une taxe serait alors mise en place fonction de cet impact.
- Centrales nucléaires : quel avenir ? par quoi les remplacer ?
- Adaptation des modes de production pour tendre vers l'abandon de la recherche du profit au détriment de l'humain.
- On demande à développer l'autosuffisance énergétique pour chaque village, quitte à accepter un certain niveau d'impact.

ii) Comportement :

- Les états doivent faire de réels efforts pour assurer la transition écologique. La volonté politique ne semble pas assez forte
- La transition écologique débute par une prise de conscience et des actions personnelles
- Peut-être faut-il un mouvement populaire pour faire bouger les politiques : un mouvement « gilets verts » !
- Mettre en place des moyens pour passer de la propriété des voitures à un système de droit d'usage.
- Mettre en place un accompagnement et un soutien aux actions des générations futures qui sont plus motivées

iii) Transport :

- Demande d'augmenter le cadencement, la fiabilité et la régularité et la connectivité du train entre Baziège et Toulouse.
- Proposition de mettre en place un bus direct par autoroute entre le péage de Baziège et une plateforme multimodale (par exemple le terminal métro-bus de Ramonville).

- Développement de transport multimodal.
- Développement de l'auto partage.
- Densification souhaitée des moyens de transports collectifs (train, bus, TER)
- Taxation du carburant : quid des trajets domicile-travail ?
- Développement de véhicules autonomes permettant une optimisation des temps d'utilisation.

iv) Habitat :

- Densifier les villes pour limiter les trajets
- Le choix d'un habitat à la campagne : problème de distance domicile travail

v) Travail :

- Développer des outils informatiques qui permettent le partage des informations pour le télétravail.
- Favoriser la mise en place du télétravail qui diminue les transports
- On demande de développer les emplois locaux.

vi) Cadre de vie :

- Favoriser les circuits courts
- Prendre en compte dans les décisions les intérêts des individus et de leur cadre de vie
- Pollution visuelle la nuit : extinction de l'éclairage public après 22 h

vii) Général :

- Les problèmes d'aujourd'hui sont les oublis d'hier
- Il faut développer la recherche



L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS

c) Constats / doléances

i) Aides

Un participant aborde le sujet des ASSEDIC, en précisant que ceux-ci ne sont pas un droit. Pour lui, beaucoup de personnes attendent de finir leur droit aux ASSEDIC pour vraiment se mettre en recherche d'emplois.
Le système n'est pas bien adapté.

ii) Lois

- Certaines lois sont inadaptées et devraient être mieux étudiées au préalable pour connaître l'impact réel sur la vie des citoyens.
Par exemple: la suppression de l'APL (5euros). Cette somme est beaucoup pour certains étudiants. Cela représente 5 Baguettes
Un autre exemple est la 1/2 part des veuves.
- On manque de contrôle physique et indépendant. On supprime les postes des agents devant effectuer ces contrôles.

iii) Administrations

- Les démarches sont compliquées et souvent on abandonne.
- Les interlocuteurs ne sont pas souvent compétents sur des aspects techniques.
- Avoir un interlocuteur qui maîtrise le sujet, nous n'avons pas la logique administrative ni son langage.
- Lorsque les interlocuteurs maîtrisent le sujet, ils ne se mettent pas à la porter de l'utilisateur.
- Faut-il tout attendre du service public et pourquoi ne pas se prendre en charge.
- Pourquoi ne pas organiser du bénévolat qui aiderait les personnes ne sachant pas se débattre dans la jungle administrative.
- Organisé par le service public, avoir un lieu d'échanges avec d'une part des bénévoles pour tout ce qui est simple et ensuite des experts pour des sujets plus complexes, car il ne faut pas des experts pour tout.

d) Propositions / avis

Cinq grandes orientations se sont dégagées du thème :

i) Un service public de proximité

- Une intervenante demande qu'il y ait un service spécifique en mairie avec ordinateur et moyen humain.
- Un participant précise que la trésorerie de BAZIEGE ne sert à rien, qu'il faudrait une salle avec un administrateur pointu, expert, qui pourrait intervenir auprès du bon interlocuteur des administrations concernées pour bien conseiller les usagers et il aiderait ceux-ci à remplir les imprimés, surtout à l'heure de la numérisation, il précise qu'il n'est pas hostile à la numérisation.

ii) Organisation générale

- Il faut changer les règles administratives.
- Il faut réduire le mille-feuille administratif. Exemple: pour un simple document pour se faire payer, il faut une dizaine de signatures avec autant d'imprimés différents en montant dans la hiérarchie et autant pour redescendre jusqu'au paiement final. Au final près d'un mois.
- Mettre le bon agent au bon endroit.
- Arrêtez les embauches de "copinage", ce n'est pas toujours le plus qualifié à un poste.
- Arrêtez les emplois "fictif"

iii) Organisation locale

- Un maire ne doit pas gérer sa commune comme une industrie tout en faisant quand même attention au budget.
- Un élu d'un conseil municipal doit assumer sa fonction sinon on lui retire son mandat. Un débat s'instaure sur le sujet. Peut-être qu'il n'est pas impliqué par ce que l'on ne lui confie pas de responsabilité et qu'à force il peut être démotivé. Au final, il faut garder les élus de proximité.
- Un participant suggère que l'on regroupe les services où il y a une législation complexe.

iv) Impôts

- Revenir à un système plus progressif plutôt que quelques tranches.
- Un débat s'instaure sur les différents impôts direct et indirect, sur la justesse des uns par rapport aux autres :TVA-CSG-.....

v) Organisation de l'Etat.

- Le poids de l'état est trop présent au sein de la société.
- Complexité des échelons
- Trop d'agents par rapport aux autres pays européens. Un intervenant s'interroge sur ce sujet, pour lui il faut voir si les ratios sont identiques, de quels services parlent-on ? pour lui ce n'est pas si évident.
- Mairie, intercommunalité, département, région "on s'y perd"
- Tout est complexifié, on a multiplié les strates, surtout sous l'aspect gouvernance et chaque strate à sa propre gouvernance....

- Préfectures, pourquoi ne pas mettre en place un service d'experts commun à toutes les préfectures.
- L'informatique a permis des choses super mais les procédures ce sont complexifiés
- Contrôle accru de l'état sur les sociétés privées, comme les sociétés autoroutières.

vi) Institutions

- Conseil économiques et social
- Discussion sur le Qui fait quoi ?
- Diminuer le nombre de députés et des sénateurs
- Meilleure représentativité du peuple. Toutes les catégories sociaux professionnelles ne sont pas présentes.
- Mauvais phasage des élections, présidentielle et législatives. Sans chacun "c'est pas bon"
- Instituer une vraie proportionnalité lors des élections. Les extrêmes ne sont pas bien représentés. Cependant un interlocuteur attire l'attention que certains pays ayant ce système sont ingouvernables, exemple de l'Italie et qu'il faut plutôt une proportionnelle pondérée.



LA DÉMOCRATIE ET LA CITOYENNETÉ

a) Constats / doléances

- Débat permet de débattre et la liberté de parole
- Laïcité remis en cause
- Permettre aux non-favorisés d'acquérir des droits
- Droit du sol non existant
- Inégalités entre le public et le privé (trop d'avantage au public et surtout au niveau du calcul des retraites)
- Pas de représentativité de l'intercommunalité
- Manque de reconnaissance par les citoyens
- Vivre ensemble, échange avec les autres
- Sensation d'insécurité / repli des enfants sur eux-mêmes
- Trop de problèmes dans les quartiers sensibles
- Les institutions ne sont pas adaptées aux nouvelles technologies
- Les élus sont dans les classes sociales hautes, manque d'élus venant de la classe populaire
- L'assemblée nationale n'est plus en contact avec la réalité.
- Problème d'intercommunalité qui n'est pas représentative (compétences transférées qui ne doivent pas l'être)
- Le maire n'est plus décisionnaire
- Trop de combines financières des partis politiques lors des élections
- Trop de fonctionnaires dans les partis politiques

b) Propositions / avis

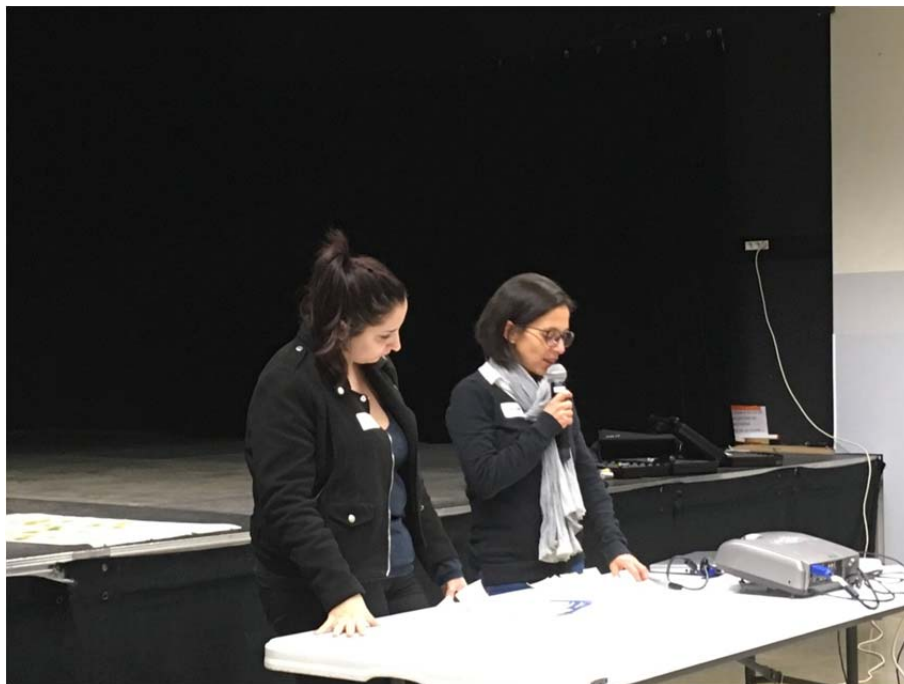
- Cours de français pour les étrangers
- Cours de citoyenneté dans collège et lycée pour connaître le fonctionnement de l'Etat
- Plus de représentativité des élus à l'image des citoyens et des catégories sociales populaires (ouvrier, retraité...)
- Diminution des cumuls des mandats (limité à 2)
- Remettre en cause le financement des partis politiques
- Tirage au sort des représentants et définir l'intérêt général des partis
- Reconnaissance et comptage des votes blancs
- Arrêter les partis politiques
- Mettre en place un contre parti aux minima sociaux (RSA...)
- Factures de frais simulés par l'Etat
- Education par l'intergénérationnelle
- Budget participatif

- Obliger les élus à faire des réunions d'étapes où serait fait le bilan des actions réalisées, des projets et leur demander de recueillir l'opinion des électeurs
- Suppression des jours de carence maladie
- Favoriser la décentralisation des compétences
- Rendre le vote obligatoire
- Si gros nombre de votes blancs, invalidation du vote
- Plus de représentativité de l'opposition
- La personne élue doit faire de la démocratie participative
- Remise en question de l' élu tous les deux ans
- Faire un constat à mi-mandat des engagements
- Faire participer les citoyens tous les deux ans pour valider les actions
- Faire participer les citoyens à une partie du vote du budget de la commune pour y faire une action
- Voter pour des idées au lieu d'un groupement d'idées
- Prévoir équilibre budgétaire

CONCLUSION DE FIN DE SOIRÉE

Chaque secrétaire et animateur a donc restitué l'expression de chaque table en fin de séance. Il y eut quelques précisions et ajouts à la marge faits par les participants.

Fin de la rencontre 23 heures



Présentation des résultats du débat sur l'une des thématiques devant toute l'assemblée